

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC COOPERATIVE SOCAMIL

1 chemin de Larramet
31170 Tournefeuille

Références : 2026-123
Code AIOT : 0006606395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement SOC COOPERATIVE SOCAMIL implanté 511 AVENUE GERARD ROUVIERE 11400 Castelnaudary. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une action régionale relative aux évolutions réglementaires apportées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Ces évolutions s'inscrivent dans un plan d'action gouvernemental dit « post-Rouen », visant à mieux anticiper une situation accidentelle.

La réglementation prévoit, désormais, de faire figurer dans le plan plan d'opération interne [POI], pour les établissements Seveso, ou dans le plan de défense incendie (PDI), pour les entrepôts relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE, les

dispositions permettant de mener des premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre. Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site. Le plan de défense incendie (PDI) est, quant-à-lui, un document opérationnel qui formalise la stratégie de lutte contre l'incendie d'un exploitant.

Le POI et le PDI ont été regardés dans le cadre d'un exercice POI avec les pompiers et a donné lieu à l'émission d'un autre rapport de visite : ces points ne sont donc pas abordés dans le présent rapport d'inspection.

Les premiers prélèvements environnementaux ont pour objectif de qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement. Ils sont à réaliser à l'intérieur et à l'extérieur du site et au plus tôt après le début d'un sinistre.

L'action régionale vise à vérifier que les POI des sites Seveso ou les PDI des sites relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 ont mis en place, au travers de leur POI (Seveso) ou de leur PDI (entrepôts), une organisation permettant de mener des premiers prélèvements environnementaux dès la phase d'urgence, en cas de sinistre. Elle prolonge une action nationale réalisée en 2025 sur cette thématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC COOPERATIVE SOCAMIL
- 511 AVENUE GERARD ROUVIERE 11400 Castelnaudary
- Code AIOT : 0006606395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un entrepôt de stockage de produits de grande consommation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est rapproché d'un organisme pour définir la stratégie à mettre en œuvre dans le cadre des 1ers prélèvements environnementaux. Cependant des observations ont été relevées au cours de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions régionales, Contenu PDI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; <p>[...]</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique s'être appuyé sur le guide AFIOLOG et le guide INERIS "Omega 16" relatif aux produits de décomposition dans les secteurs du stockage et de la logistique pour définir la liste des substances à rechercher lors des premiers prélèvements environnementaux. Ce choix est justifié par la nature de l'activité, qui relève de la logistique. L'exploitant a repris la quasi totalité des paramètres préconisés dans le guide AFIOLOG en phase d'urgence.</p> <p>Le bureau de contrôle mandaté dans son contrat mentionne le nombre de points de contrôle prévus dans les différentes matrices air et sol.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que le POI ne dispose pas des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une carte générale mentionnant tous les points de prélèvements dans l'air et dans les sols, - d'une liste des produits de décomposition en phase de suivi immédiat et d'accompagnement. <p>Par ailleurs, les paramètres suivants : "dioxines et furanes" n'ont pas été retenus dans le contrat de l'organisme en charge des prélèvements en phase d'urgence. Or, ces paramètres pourraient être retenus dans la phase de suivi immédiat conformément au guide UFCC guide de l'Union Française du Commerce Chimique(UFCC) relatif aux produits de décomposition dans les secteurs du stockage et de la logistique pour définir la liste des substances à rechercher lors des premiers prélèvements environnementaux.</p>

-la justification de l'absence de prélèvement dans la matrice "eau" (bassin de confinement...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant est invité à compléter son POI sur la base des observations ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions régionales, Contenu PDI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une stratégie de prélèvements a été mise en place par l'exploitant. Celle-ci est intégrée au POI dont la dernière version date de septembre 2025. Les milieux et substances à rechercher, ainsi que les points de prélèvements, sont définis dans le POI. Un contrat a été établi avec un organisme habilité pour une durée de 3 ans.</p> <p>La stratégie de prélèvement n'aborde pas l'échantillonnage "sols" ainsi que le matériel nécessaire. L'exploitant n'a pas la confirmation que l'équipe d'intervention de l'organisme habilité qui peut-être le siège ou une agence délocalisée dispose bien de tout matériel nécessaire à l'action de prise des 1er échantillons "air" et "sols".</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant est invité à compléter son POI sur la base des observations ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions régionales, Contenu PDI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté qu'un organisme a bien été mandaté pour assurer les prélèvements, il s'agit d'une prestation externe (présence d'un contrat).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant est invité à compléter son POI sur la base des observations ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1
Thème(s) : Actions régionales, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
Constats : L'exploitant dispose d'une EDD de mars 2015. Celle-ci a fait l'objet d'un complément en date de mars 2025 pour introduire les conditions de stockage et gestion des produits en retour SAV et équipés de batteries lithium-Ion. Il a été rappelé que l'étude des dangers doit intégrer la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie lors d'une révision ou d'une mise à jour de cette dernière.
Type de suites proposées : Sans suite